Impact de la taille du gouvernement et de la démocratie sur la corruption

Nedra BAKLOUTI nedra.baklouti @yahoo.fr Younes BOUJELBENE boujelbene.younes@yahoo.fr

I. Introduction:

La corruption est un phénomène largement observé dans les pays développés et les pays en développement. Comme il a divers effets sur la société, la corruption est une question centrale dans les domaines de la politique et l'économie. Dans une course pour expliquer les résultats ambigus concernant l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption, cette étude examine l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption en tenant compte du rôle de la démocratie dans chaque pays. En utilisant les données annuelles provenant de 12 pays de la région MENA entre 1996 et 2011, les estimations résultats des indiquent l'augmentation de la taille du gouvernement peut conduire à une diminution du niveau de corruption si la démocratie est suffisamment élevée et cependant, peut conduire à une augmentation de la corruption si elle est trop faible.

II. Les déterminants de la corruption : littérature empirique

Le survol de la littérature empirique a montré qu'existeraient largement de facteurs entreprenant comme déterminants de la corruption. De nombreux chercheurs ont montré que des divers facteurs ont un effet sur la corruption. Dans cette partie, nous présentons une analyse sur les travaux antérieurs liées à notre étude. Parmi eux, Kalenborn et Lessmann (2013) pour montrer l'effet combiné de la démocratie et de la liberté de la presse sur la corruption, ont montrés empiriquement, sur une coupe transversale de 170 pays couvrant la période 2005-2010, ainsi que, sur des données de panel de 175 pays de 1996 à 2010, que la lutte contre la corruption par des élections démocratiques fonctionne uniquement s'il y en a un certain degré de liberté de la presse. Brunetti et Weder (2003), Freille, Haque et Kneller (2007) présentent empiriquement que le niveau élevé de la liberté de la presse est associée à un faible degré de corruption. Tandis que, Chowdhury (2004) montre que la liberté de la presse contrôle la corruption par le canal de la démocratie. La principale raison pour laquelle la liberté politique tend à réduire la corruption est que la liberté de la volonté politique impose la transparence fournit des contrôles et de contrepoids au sein du système politique. La

participation politique, la compétition politique et les contraintes exécutives sur les politiciens de s'engager dans des pratiques de corruption (Kunicova et Rosa-Ackerman 2005). En outre, il est souvent constaté que les systèmes démocratiques sont politiquement plus stables. Il n'est donc pas surprenant que les auteurs comme Lederrman et al (2005), Park (2003) et Leite et Weidmann (1999) constatent que la corruption augmente dans les régimes politiques instables. Basé sur des données entres les pays, Treisman (2000) conclut qu'une longue exposition à la démocratie abaisse la corruption, Chowdhury (2004) constate que la démocratie aussi bien la liberté des médias diminuer la corruption. A l'aide d'un panel couvrant la période depuis 1980 et plus de 100 pays, Adsera et al (2003) constatent que les institutions démocratiques et la libre circulation des journaux quotidiens, les deux à la fois font réduire la corruption. En une autre étude intéressante, Ferraz et Finan (2008) mesurent comment les audits publiques dépenses locales libérées publiquement influent sur les résultats électoraux dans les municipalités Brésiliennes. Shen et Williamson (2005) suggèrent que la démocratie a un effet positif sur la perception du niveau de la corruption. Ali et Isse (2003) présente également des preuves que la liberté politique et la transparence sont plus corrélés avec le contrôle de la corruption. Inversement, Ehrlich et Lui (1999) affirment que les régimes autocratiques pourraient atteindre des taux de croissance égal ou supérieur à celui des démocraties décentralisées parce que la corruption est plus limitée dans les autocraties. En utilisant un modèle théorique, Rivera-Batiz (2002) que les institutions démocratiques influencer la gouvernance en limitant les actions des dirigeants corrompus. Un résultat similaire est trouvé par Billger et Goel (2009), qui montrent que la démocratie peut réduire le niveau de la corruption des régimes très corrompus mais à des taux décroissants.

Lambsdorff (2007) fait valoir que l'intervention du gouvernement ne peut pas être suffisante si elle vise seulement à éviter les défaillances du marché, et que les « bons » réglementations gouvernementale peuvent être importants dans la réduction de la corruption. L'article de Roche (2007) utilise la méthode des variables instrumentale et montre

empiriquement une relation en U inversé entre la démocratie et la corruption. Cependant, Saha, Gounder et Su (2009), ont évalué empiriquement l'impact de la démocratie, de la liberté économique et de leur terme d'interaction sur la prévalence de la corruption dans 100 pays sur la période de 1995 à 2004, les résultats de l'article indiquent que la liberté économique et la démocratie combattent la corruption de manière significative. En outre, il est intéressant de noter que, selon les résultats de l'effet fixe, l'impact de la démocratie est important seulement dans le cas où le degré de la liberté économique est très faible ou très élevé, mais dans des directions opposées. Cela donne à penser que la démocratie est un remède à la corruption, mais seulement dans le bon environnement. En revanche, la démocratie peut augmenter la corruption où la liberté économique est presque inexistante. En effet, Goel et Nelson (2005) ont constaté que les différents éléments de la liberté économique influencent de diverses façons. Aussi, Uslaner (2008) étudie à l'aide d'un modèle à effet fixe appliqué à un panel de 108 pays de l'Europe de l'Est de 1995 à 2006, l'impact de la démocratie sur la corruption et il trouve que l'effet de la démocratie sur la corruption dépend évidemment du niveau de protection des droits de propriété et l'égalité des revenus.

La méthodologie d'estimation :

L'objectif principal de cet article est d'étudier l'impact de la taille du gouvernement sur la corruption en tenant compte du rôle de la démocratie. Pour atteindre ce but, l'équation d'estimation est spécifiée comme suit :

Corruption it = $\alpha_0 + \alpha_1$ GE + α_2 DEM + α_3 GE*DEM + α_4 GDP pc + μ_{it}

Où i et t tiens respectivement pour le pays et le temps et u est le terme d'erreur. La corruption est le contrôle de la corruption publié par la banque mondiale qui fournit une base de données nommée World Wide Governance Research Indicators parmi les indicateurs de la gouvernance de Kaufmann, les notes attribuées par l'auteur sont comprises entre -2.5 et + 2.5. Il en découle une relation proportionnelle entre le contrôle de la corruption et la note attribuée: le pays est autant moins corrompu que le score ou la note attribuée est élevée. La variable taille du gouvernement (GE), est présentée par une variable proxy qui est les dépenses de consommation finale administrations publiques en pourcentage de PIB. La démocratie (DEM), est l'indice de la démocratie construite par la Freedom House en prenant la moyenne des droits politiques et des libertés civiles, cette variable est également remise à l'échelle de sorte que la valeur la plus élevée signifie que le pays est plus démocratique. La variable PIB par

habitant (GDP pc), est le PIB réel par habitant en 2000 US\$. En outre, nous ajoutons le terme d'interaction entre la taille du gouvernement et la démocratie (GE*DEM), pour capturer le rôle de la démocratie dans les effets de la taille du gouvernement sur la corruption. Cette variable nous permet d'examiner comment le niveau de la démocratie influe sur l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption qui est l'objectif principal de cet article. Cette analyse; des données de 12 pays de la région MENA pour la période allant de 1996 et 2011; a été effectué par le logiciel STATA, sur la base des données de panel statique à effet fixe après avoir effectuée le test de hausman (voir tableau 1).

III. Résultats empiriques :

Le coefficient de l'indice de la responsabilité démocratique est statistiquement significatif et corrélé positivement avec l'indice de la corruption (voir tableau 2), ce qui signifie que dans ces pays, politiques institutions moins démocratiques, niveaux élevés de la corruption et faible niveau de vie forment ensemble un cercle vicieux. Par conséquent, parmi les causes expliquant le niveau élevé de la corruption provoquant par la suite les mauvaises performances économiques des PED, est la présence des institutions politiques moins démocratiques ou parfois non démocratiques des pays en développement. Autrement dit, la relation entre la corruption et la démocratie est bidirectionnelle: Des niveaux élevés de corruption représentent une menace pour la démocratie, à la fois directe et indirecte. Comme a confirmé Amundsen (1999), la corruption affaiblit les institutions politiques et la participation citoyenne, d'un côté, et elle retarde et freine la croissance économique qui représente une base nécessaire à la conservation de la démocratie, de l'autre côté. L'aggravation de la corruption est due donc à un manque de démocratie et à une mauvaise répartition des dépenses publiques en éducation. Nous démontrons ainsi que ces institutions moins démocratiques augmentent le niveau de la corruption, et en conséquence, les Etats moins démocratiques souffriraient de difficultés économiques cruelles à cause de cette dernière. A ce niveau, la solution à ce phénomène ne correspond plus seulement à une stratégie anticorruption, mais il faut appliquer les meilleures réformes et politiques institutionnelles les plus adéquates aux pays en développement. D'après Pani (2011), même un rationnel peut choisir de voter pour un gouvernement corrompu pour des raisons stratégiques. Dans certaines sociétés, il a été avancé que l'introduction de la démocratie peut servir à renforcer les relations patron-client existantes, conduisant à la démocratisation de la corruption plutôt que sa réduction. Ces résultats fournissent une explication pour les effets mitiges concernant la conséquence de la taille du

gouvernement sur la corruption. Dans les pays où la démocratie est assez pénétrer, l'augmentation de la taille du gouvernement entraine une réduction de la corruption parce qu'il est contrôlé par des élections justes et libres, aussi par des medias indépendantes dans ces pays. En revanche, dans les pays où le niveau de la démocratie est trop faible, plus les mécanismes de contrôle ne fonctionnent pas bien et par conséquent la taille du gouvernement fait amplifier la corruption.

Les résultats de notre étude indiquent qu'une augmentation de la taille du gouvernement peut conduire à une augmentation des niveaux de la corruption si le niveau de la démocratie est trop bas. Ainsi, à travers la promotion de la démocratie et si les mécanismes de contrôle et les balances dans un pays, comme les élections libres et équitables et une presse libre et indépendante sont bien établis, l'intervention de l'Etat, qui est nécessaire à la réaffectation des ressources et la redistribution des revenus pour remédier les défaillances du marché, n'augmente pas nécessairement la corruption. Le terme d'interaction entre les dépenses publiques et la démocratie est négatif, ce qui signifie que la taille du gouvernement influe sur la corruption par la voie de la démocratie et plus particulièrement, l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption décroisse avec la démocratie ou autrement dit, une augmentation de la taille du gouvernement diminue la corruption avec la promotion de la démocratie.

IV. Conclusion:

Des études antérieures ont donné des résultats mitigés pour la relation entre la corruption et la taille du gouvernement. Dans une tentative pour expliquer ces résultats ambigus, nous étudions l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption, en tenant compte du rôle de la démocratie. Nos résultats d'estimation indiquent qu'une augmentation de la taille du gouvernement diminue la corruption avec la promotion de la démocratie.

Bibliographie:

Ali, Abdiweli, and Isse, Hodan Said. (2003) "Determinants of Economic Corruption: A Cross-Country Comparison," Cato Journal 22, 449-469.

Adserà, A., Boix, C., Payne, M., 2003. Are you being served? Political accountability and

quality of government. Journal of Law, Economics, and Organization 19, 445–490.

Billger, S.M., Goel,R.K., 2009. Do existing corruption levels matter in controlling corruption? Cross-country quantile regression estimates. Journal of Development Economics 90, 299–305.

Brunetti, A., & Weder, B. (2003). A free press is bad news for corruption. Journal of Public Economics, 87, 1801–1824.

Chowdhury, S. (2004). The effect of democracy and press freedom on corruption: an empirical test. Economics Letters, 85, 93–101.

Ehrlich, Isaac, and Lui, Francis. (1999) "Bureaucratic Corruption and Endogenous Economic Growth," Journal of Political Economy 107,270–293.

Freille, S., Haque, M. E., & Kneller, R. (2007). A contribution to the empirics of press freedom and corruption. European Journal of Political Economy, 23, 838–862.

Ferraz, C., Finan, F. (2008). "Exposing corrupt politicians: The effects of Brazil's publiclyreleased audits on electoral outcomes," Quarterly Journal of Economics 123, 703 745.

Kalenborn, C., & Lessmann, C. (2013). The impact of democracy and press freedom on corruption: Conditionality matters. Journal of Policy Modeling (2013),

http://dx.doi.org/10.1016/j.jpolmod.2013.02.009.

Kunicova, Jana and Susan Rose-Ackerman. 2005. "Electoral Rules and Constitutional

Structures as Constraints on Corruption", British Journal of Political Science 35 (4): 573-606.

Lambsdorff, J.G., 2007. The Institutional Economics of Corruption and Reform: Theory, Evidence and Policy. Cambridge University Press, Cambridge.

Lederman, Daniel, Norman V. Loayza, and Rodrigo R. Soares. 2005. "Accountability and Corruption: Political Institutions Matter".

Economics and Politics 17: 1-35.

225-247.

Rivera-Batiz, Francisco. (2002) "Democracy, Governance and Economic Growth:Theory and Evidence," Review of Development Economics 6,

Park, Hoon. 2003."Determinants of Corruption: A Cross-National Analysis" The Multinational Business Review 11(2): 29-48.

Saha, Shrabani. Gounder, Rukmani. Su, Jen-Je. (2009) "The interaction effect of economic freedom and democracy on corruption: A panel cross-country analysis" Economics Letters 105 (2009) 173–176.

Shen, Ce, and Williamson, John. (2005) "Corruption, Democracy, Economic Freedom, and State Strength: A Cross-national Analysis," International Journal of Comparative Sociology 46, 327-345.

Treisman, D. (2000). "The causes of corruption: A cross-national study." Journal of Public Economics 76, 399-457.

Annexe:

Tableau 1: Test de Hausman (la variable contrôle de corruption est la variable à expliquée) :

			1 /
Variables		Effets Fixes	Effets
			Aléatoires
Constante		-1.324	-2.084
		(0.060) ***	(0.001) *
GE		0.064	0.091
		(0.024) **	(0.001)*
DEM		0.226	0.235
		(0.033) **	(0.022) **
GDP pc		-0.000	0.000
		(0.032)**	(0.396)
GE*DEM		-0.009	-0.010
		(0.042) **	(0.018) **
Test	de	0.0003	
Hausman			

Statistique t robuste de Student, ***, **, * signifie respectivement significativité au seuil de 1%, 5% et 10%

Tableau 2: Estimation par l'effet fixe (la variable contrôle de corruption est la variable à expliquée) :

Variables			
variables	Effets Fixes		
	(1)		(2)
Constante	-		-1.32
	0.151	***	(0.060)
	(0.709)		
GE			0.064
	0.008	ata ata	(0.024)
	(0.271)	**	
DEM	(0.271)		-0.020
DEM	0.038		(0.92)
	(0.463)		
GDP pc	-		1.07
•	0.000		(0.00)*
	(0.011) **		
GE*DEM			-0.47
			(0.17)
R ²			0.1578
	0.1345		
04 - 41 - 41 4 1	. 4 . 1 . C4 . 1 4 . 4 .	44 44	Ψ

Statistique t robuste de Student, ***, **, * signifie respectivement significativité au seuil de 1%, 5% et 10%

- (1)Modèle sans terme d'interaction
- (2)Modèle avec terme d'interaction